

En Iran, la jeunesse entre désobéissance et frustration face à la violence du régime

La répression du pouvoir a étouffé la révolte des femmes, qui ont toutefois gagné sur le voile. Sur fond de marasme économique, le feu couve toujours sous la cendre.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN

MOYEN-ORIENT La scène était imaginaire, il y a un an. De jeunes Iraniennes, sans voile, ni manteau, atablées à un bar branché de Téhéran, ou fumant la cigarette sur la terrasse au rythme d'une musique occidentale à la mode. Les jeans sont moulants, certains tee-shirts aussi.

Rue Iranshahr, dans le centre de la capitale, le Type et son style Art déco ressemble aux bars à la mode de Beyrouth, Tel-Aviv ou Paris. La scène serait banale si elle n'avait pour théâtre la très pieuse République islamique, où le pouvoir religieux impose sa rigueur vestimentaire - voile et manteau obligatoire pour les femmes - depuis quarante-quatre ans. Elle est, en fait, surréaliste. L'observateur étranger se pince les lèvres en imaginant la réaction de la frange la plus conservatrice du pouvoir.

« Non, je ne croyais pas qu'on pourrait arriver à ce résultat, les filles sont vraiment courageuses », se félicite une dame, la cinquantaine, qui dîne avec sa fille, tête nue, toutes les deux. « J'en profite, ajoute-t-elle, le pouvoir a peur d'affronter les filles. Mais je ne suis pas sûre qu'il n'essaiera pas de réimposer le voile, s'il se sent suffisamment en confiance. »

Les jeunes Iraniennes, qui ont manifesté à partir de septembre après la mort d'une des leurs qui portait mal le voile, ont gagné. Mais leur victoire est fragile. Kaveh, le patron du Type, le sait mieux que quiconque. « J'ai été fermée la semaine dernière pour deux jours », dit-il, en faisant patienter la clientèle, à l'entrée.

La police religieuse est venue le voir. « La raison principale n'était pas de me demander que les clientes portent à nouveau le foulard. Ils m'ont dit qu'elles, c'était hors contrôle, mais qu'en revanche, je devais faire respecter le port du hidjab par mes serveuses. » À la caisse, sa voisine cache sa chevelure sous une éponge noire. « Je respecte les ordres, on doit avancer pas à pas », concède Kaveh, qui s'attend à d'autres fermetures de son établissement. « C'est la routine, un jeu, sourit-il, j'ai été souvent fermée, avant les manifestations. »

En huit mois, l'Iran a beaucoup changé. 20 % environ des habitantes de Téhéran ont quitté le voile. « Au Nord, c'est probablement 60 %, estime un diplomate, au Sud c'est beaucoup moins, et dans les villages aussi. À l'intérieur du pays comme à Kachan, ajoute-t-il, de nombreuses femmes ne le portent plus, et même dans une ville conservatrice comme Kerman, on voit des terrasses entières de femmes sans voile. »

Pour la première fois en quarante-quatre ans, les jeunes Iraniennes ont obtenu d'un pouvoir, le plus conservateur de ces deux décennies, ce que d'autres auparavant n'avaient pu arracher de gouvernements, pourtant réformistes, en qui elles avaient cru. De quoi être fières ! Mais si tout a changé, rien n'a changé. Le pouvoir islamique qu'elles exécutent est toujours là, solide. La contestation a été éteinte. Le prix en a été une répression meurtrière : plus de 500 morts, des milliers d'arrestations, et une demi-douzaine d'exécutions, qui ont continué encore il y a quinze jours avec la pendaison de 3 activistes à Isphahan.

Aujourd'hui, la rue est calme. On ne recense plus que quelques petits

rassemblements, et parfois des slogans « A bas le dictateur » scandés la nuit sur les toits. La révolte des Kurdes dans leur bastion frontalier de l'Irak a également été étouffée. Quant aux Baloutches dans le Sud-Est, à la prière du vendredi leur chef spirituel sunnite Molavi Abdolhamid continue de se déchaîner contre un régime chiite, qui n'a d'autre réponse que la répression, mais n'ose toutefois pas l'arrêter, de peur d'aggraver la colère locale.

En parcourant pendant une semaine Téhéran, une autre image frappe à l'œil nu. On ne voit pratiquement plus de mollahs entourés dans les rues. « Ils l'enlèvent ou alors ils ne sortent plus », explique Mohsen, un commerçant. Pour lui, la pression des jeunes, qui les déçoiffaient en les croisant dans la rue, a payé. Mais pour d'autres opposants, « ce n'était pas forcément bien, car ces attaques ont finalement profité au régime, en unifiant le bloc religieux derrière lui », affirme au Figaro Mohammad Abtafi, ancien vice-président de la République, sous les mandats du réformateur Mohammad Khatami (1997-2004).

Que fait donc la police religieuse, en charge du respect des règles vestimentaires, officiellement démantelées mais dont le QG est toujours là ? Avant, ses véhicules stationnaient près de certaines places, comme Vanak, dans le nord de Téhéran. « Aujourd'hui, elle a quasi disparu », se réjouit Mohsen. « Elle s'implique dans la surveillance vidéo, elle n'est

“Le pouvoir a peur d'affronter les filles. Mais je ne suis pas sûre qu'il n'essaiera pas de réimposer le voile”

LA CLIENTE D'UN RESTAURANT QUI DÎNE AVEC SA FILLE, TOUTES DEUX TÊTE NUE

plus dans la rue », précise Hamidreza Taraghi, un proche du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui dirige Emdad, une organisation caritative. Il prétend qu'ainsi « elle sera plus puissante qu'avant car ses caméras sont partout ».

Face au refus de porter le voile, la réponse de l'État parait, en fait, calibrée, tout simplement parce que le pouvoir n'a pas moyen de l'imposer dans la rue. À la place, il a opté pour une méthode à la fois plus douce et plus malicieuse. Il a délégué aux directeurs de banques, d'administrations, propriétaires de bar... le soin de faire eux-mêmes la police. « Mais ça ne marche pas forcément », constate un autre diplomate. « Je n'ai pas envie de faire la police du voile », confirme un directeur de banque, qui redoute le départ de ses clients. Il s'agirait en fait de menaces surtout verbales pour rassurer la fraction la plus conservatrice du pouvoir. « La couche religieuse de la société est très fâchée », fait valoir Hamidreza Taraghi, qui a vu le guide suprême, il y a un mois. Ces ultras représentent environ 15 % des 80 millions d'Iraniens. « Le pouvoir subit des pressions de sa base ultraconservatrice », explique le diplomate. Il ne peut pas s'aliéner la seule fraction de la population qui le soutient. » D'où des opérations coups de poing qui ont abouti à la fermeture en 24 heures il y a deux mois de 150 établissements commerciaux, au lendemain de l'entrée en vigueur d'un nouveau plan de la police.

Après avoir commencé l'entretien en dénonçant le « complot international » dont a été victime son pays, Hamidreza Taraghi assure que « le non-port du voile est inacceptable » en République islamique, avant de reconnaître, sourie aux lèvres, que l'Iran traverse « une période de convalescence ». Combien de temps va-t-elle durer ? « Le régime fait preuve de tolérance, il va se montrer persuasif plus que réactif », répond-il. « Nous avançons à petits pas, en recourant aux avertissements envoyés aux femmes qui conduisent sans foulard. Grâce à cette technique, le chiffre a diminué de 80 % », se félicite-t-il, sans possibilité de vérifier. Quant aux milliers de filles qui ne le portent plus dans la rue, « après leur détection par la reconnaissance faciale, la justice au bout de plusieurs avertissements se saisira de leurs cas ». Mais pas plus qu'au bar Type, ces menaces ne semblent impressionner. « Le régime ne peut pas aller trop loin face aux femmes qui ont tombé le voile. Il oscille donc entre sa frange dure et la rue », constate le diplomate.

À la fin de notre entretien, Hamidreza Taraghi finit par reconnaître « qu'il ne faut pas faire accepter le voile de manière autoritaire. Il y a un mode de vie idéal défini par l'islam, les gens devraient s'adapter avec ça. Mais nous ne disons pas que tout le monde doit faire comme ça ». D'autres soutiens du régime, comme l'ancien membre des gardiens de la révolution Kanani Moghaddam, dressent le même constat. « C'est un mouvement naturel, on ne peut pas aller contre le sentiment de la jeune génération. » Pour sauver la face, lui pense aussi qu'il faut laisser les femmes libres de leur tenue dans la rue, mais imposer certaines restrictions dans les administrations. « Ma fille étudiante en médecine porte le tchador, elle pense comme moi », ajoute cet ancien combattant de l'unité d'élite en charge de la protection du régime. Le débat transcende les couches sociales. « Hier, j'étais dans la ville sainte de Machhad, où j'avais un dialogue avec des femmes, toutes en tchador, raconte l'ancien vice-président Abtafi, lui-même religieux. Quand devant elles, je disais qu'on ne peut pas imposer le voile, je n'ai pas senti de plaintes de leur part. Un ultraconservateur, lui, pensait que ne pas porter le voile conduirait à la prostitution. Une femme en tchador lui a alors répondu : je vais vous accompagner dans les rues pour vous montrer que beaucoup de prostituées portent le tchador. »

Faute de pouvoir manifester, faire tomber le voile devient un signe de désobéissance civile. Mais certaines veulent plus. « On veut faire tomber le régime », confie Farzane, dans le souk de Tajrish, au nord de Téhéran.

À court terme, le pari semble irréalisable. Le bastion de la contestation est à l'université. Le régime le sait et se prépare. Aujourd'hui, le moral des étudiants est en berne. Faezeh est inscrite à l'Université Sharif, qui forme l'élite scientifique. C'est là où la répression a été la plus violente en octobre dernier. L'entrée est interdite à la presse. Un premier entretien, bref, a lieu à 50 mètres devant, mais après notre départ, au lieu de pénétrer sur le campus, Faezeh nous suit pour témoigner à l'abri des mouchards.

« À l'intérieur, on est plus libre qu'avant, mais la sécurité est par-



Dans les rues de Téhéran, le 22 mai. « C'est un mouvement naturel, on ne peut pas aller contre le sentiment de la jeune génération », affirme un ancien membre des gardiens de la révolution. ABE DIN TAHERKENAREH/EPA/MAXPPP

La police religieuse s'implique dans la surveillance vidéo, elle n'est plus dans la rue. Elle sera plus puissante qu'avant, car ses caméras sont partout

HAMIDREZA TARAGHI, UN PARLEMENTAIRE PROCHE DU GUIDE SUPRÊME, L'AYATOLLAH ALI KHAMENEI

20 %

Part des habitantes de Téhéran qui ont abandonné le voile, contre 60 % dans le nord du pays, selon les estimations d'un diplomate

tout », dit-elle, le foulard tombé sur les épaules. Elle le met pour entrer dans l'université, puis elle le pose en cours. Désormais, les garçons peuvent fumer dans l'enceinte, mais pas les filles. Pour défer les autorités, certains étudiants viennent en short. « On se serre la main aussi, ce n'était pas autorisé avant », raconte Faezeh. Mais la cinquantaine d'agents de sécurité vont où ils veulent dans les allées du campus. Il y a plus de caméras qu'avant et elles sont de meilleure qualité. Si des profs nous soutenaient lors des manifestations, aujourd'hui, ils sont moins nombreux. Ils ont subi des pressions ». Deux cents étudiants, selon elle, ont été interrogés. L'un d'eux, qui avait embrassé sa copine, a été suspendu, après avoir été confondu par les images des caméras.

Aujourd'hui, « les étudiants sont un peu frustrés, mais notre force, c'est notre conscience collective et notre audace individuelle », insiste Faezeh. Avant aux cours de théologie, les étudiants ne prenaient pas la peine de discuter avec le prof, maintenant ils argumentent et réfutent son discours. » De haute lutte, ils ont arraché qu'un des trois étages du restaurant universitaire soit mixte. Pourtant, « beaucoup d'étudiants veulent partir après leurs études. Ils sont démoralisés ». L'exode des cerveaux a déjà en fait commencé vers l'Allemagne ou le Canada, et pas seulement chez les étudiants, mais aussi chez les artistes, intellectuels, médecins, et avocats.

Tous se souviennent des supplices endurés au début des manifestations. « Les paramilitaires arrêtaient massivement dans les ruelles, se souvient un autre étudiant. Ils ciblaient les jeunes, même les très jeunes. Ils les emmenaient dans leurs casernes et ils regardaient leurs téléphones portables. "Ah, tu as visionné sur Instagram des vidéos de manifestations ! Ça veut dire que tu suis le mouvement !" les accusaient-ils. "OK, tu dois signer un papier regrettant d'avoir participé aux manifestations et disant que tu ne le feras plus. Et si tu le refais, tu seras responsable de tes actes", leur enjoignaient-ils. Le jeune devait signer un engagement écrit pour être libéré et ne pas comparait devant la justice. Les paramilitaires rataient très large », se rappelle cet étudiant.

Aujourd'hui encore, la surveillance est forte dans certains quartiers, comme Ekbatan où des sources refusent le contact avec le journaliste. La suspicion est pesante sur les étrangers. L'entretien avec un diplomate a lieu dans le jardin de sa résidence, loin de son bureau que des employés locaux pourraient avoir truffé de micros.

« Le pouvoir a été surpris au début par l'ampleur du mécontentement, se rappelle un observateur étranger. Puis le système sécuritaire a identifié les meneurs, ils ont ensuite quasiment fait du porte-à-porte pour faire peur, menacer et ils ont segmenté la ville pour éviter les regroupements. »

En janvier eut lieu le basculement avec la nomination d'un nouveau chef de la police Ahmadreza Radan, celui qui avait maté la précédente rébellion de 2019 (plus de mille morts). « Il a adopté des mesures encore plus dures. À partir de là, la rue a plié et peu après, il y a eu les exécutions qui ont terrorisé la population », constate cet observateur.

Trois éléments au moins ont manqué pour que la contestation réussisse : une organisation du mouvement, une opposition crédible à l'extérieur apparaissant

“Aujourd'hui, les étudiants sont un peu frustrés, mais notre force, c'est notre conscience collective et notre audace individuelle”

FAEZH, UNE ÉTUDIANTE

comme une alternative, et surtout la jonction étudiants-population active. Une grande majorité des Iraniens a soutenu moralement la révolte mais n'y a pas participé. L'individualisme est élevé dans une société en proie à une forme de dépression nerveuse. « J'étais embarrassé quand une de mes étudiantes narguait la sécurité dans mon université, je la soutenais, mais je ne suis pas allé manifester », raconte un enseignant. Ali, un chauffeur de taxi renchérit : « Je ne suis pas allé manifester, car je ne veux pas risquer de perdre mon travail. J'en ai besoin pour nourrir ma famille », dit ce quadragenaire qui

«Le rapprochement avec l'Arabie saoudite n'est pas un accord tactique»

DANS UN ENTRETIEN au *Figaro*, le ministre des Affaires étrangères iranien Hossein Amir Abdollahian décrypte le récent rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

LE FIGARO. – Après des années de brouille, vous avez renoué avec Riyad. Est-ce un dégel tactique pour desserrer l'étouffement de l'Iran ou une bascule stratégique ? Hossein Amir Abdollahian. – Dans la politique extérieure de l'actuel gouvernement, les relations avec nos voisins sont une priorité. C'est pourquoi nous avons mené des négociations sécuritaires pendant plusieurs mois à Bagdad et à Oman, et finalement lors de la visite du président chinois en Arabie saoudite, une idée forte a été mise sur la table. Le résultat a été la médiation chinoise qui a permis de franchir le pas décisif entre Téhéran et Riyad. Nous ne considérons pas ce rapprochement comme un accord tactique.

L'Iran a-t-il reçu des engagements saoudiens que le royaume investirait chez vous ?

Nous avons parlé de ce volet économique lors de ma récente rencontre avec mon homologue saoudien. Des deux côtés, nous sommes d'accord pour développer nos relations économiques et commerciales plus tard, dans les mois et les années qui viennent. J'ai dit à mon homologue saoudien qu'à l'époque où il y avait une bonne relation entre nos deux pays, aucun avancement concret et tangible n'avait été réalisé au niveau de nos relations économiques. Mais, cette fois, nous voyons que la concrétisation de projets économiques est une priorité du gouvernement saoudien.

«Des deux côtés, nous sommes d'accord pour développer nos relations économiques»

HOSSEIN AMIR ABDOLLAHIAN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES IRANIEN

Comment l'Arabie peut-elle investir en Iran alors que des sanctions vous sont imposées ? Les sanctions contre l'Iran ne sont pas éternelles. Dans le cadre du droit international, nous avons toujours des possibilités.

L'Iran s'opposerait-il à ce que le pouvoir saoudien avance dans son rapprochement avec Israël ?

Naturellement, nous sommes contre la normalisation des pays de la région avec le régime israélien. Avec mon homologue saoudien, nous avons parlé de la nécessité de soutenir la Palestine. Quand j'étais en train d'échanger avec lui à Pékin, nous étions, tous les deux, témoins d'une attaque israélienne contre la mosquée al-Aqsa de Jérusalem, et nous étions

d'accord à la fois pour la condamner et dans le soutien à apporter à la Palestine.

«Ce n'est pas une condition à la poursuite de votre rapprochement avec l'Arabie ? Nous ne voyons pas de signe de normalisation entre l'Arabie et Israël.»

L'Iran est-il prêt à se retirer de Syrie, comme le veut l'Arabie ? Nous sommes en Syrie à la demande du gouvernement syrien, et il y a seulement quelques conseillers militaires iraniens. Je vous répondrai en disant que la sécurité de la région est importante pour nous comme pour l'Arabie.

«Nous ne voyons pas de signe de normalisation entre l'Arabie et Israël»

HOSSEIN AMIR ABDOLLAHIAN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES IRANIEN

Le Yémen, où Iraniens et Saoudiens s'affrontent par relais interposés, pourrait être un terrain où ce rapprochement produirait des effets positifs. L'Iran conseille-t-il à ses alliés houthistes d'avancer dans leurs négociations avec l'Arabie ? Nous sommes en contact avec toutes les parties de la guerre au Yémen. Dès le début du conflit, nous n'avons jamais considéré la guerre comme la solution au Yémen. Nous avons toujours mis l'accent sur l'arrêt des combats, un cessez-le-feu, l'ouverture de négociations et la levée du blocus. C'est aux Yéménites de prendre la décision finale. Mais la région a besoin d'un arrêt du conflit au Yémen. J'ai récemment rencontré M. Abdelsalam, le représentant des houthistes au sultanat d'Oman. Les houthistes ont déjà déployé des efforts constructifs dans cette optique. Les pourparlers entre les représentants saoudiens et Ansar Allah avancent.

Les négociations pour reprendre les pourparlers nucléaires avec les grandes puissances sont mortes ? Nous avons eu à Vienne de longues discussions. Nous étions proches d'un accord, mais notre interlocuteur demandait encore plus lors de ces pourparlers, ce qui a entravé leur avancement. Mais le chemin de la diplomatie et des négociations continue. Enrique Mora pour l'Union européenne et mon collègue iranien (Ali Bagheri) sont en rapport, et il y a toujours des messages et des non-papiers (propositions non-officielles) échangés entre nous et les Américains à travers des médiateurs de la région et même des Européens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR G. M.



reçoit une aide mensuelle de l'État équivalente à 25 euros pour un foyer de 4 personnes.

«Le potentiel pour une éventuelle révolution viendrait de la fusion des étudiants et des classes défavorisées qui n'en peuvent plus», estime un des diplomates précités. Jusqu'ici, les appels à la greve ont été peu suivis dans la durée. Face à un système sécuritaire tentaculaire, la contestation n'a pu créer des structures clandestines lui permettant de tenir dans la durée. «Il n'y a jamais eu de très grosse manifestation à Téhéran», affirmait en début d'année à Paris l'ambassadeur de France en Iran Nicolas Roche. Il pointait également «la déconnexion» entre l'intérieur et la diaspora, qui tenait à l'époque le haut du pavé médiatique en Occident. À Téhéran, les critiques pleuvent contre cette opposition de l'étranger, sans figure tutélaire qui a échoué à se structurer.

Reza Pahlavi, le fils de l'ex-chah renversé en 1979 ? «Il n'a aucun sens politique», affirme Mahdi Rahmani, directeur du quotidien réformateur *Shargh*. Au moment où Netanyahou avait les pires difficultés intérieures en Israël, il est allé prier au Mur des lamentations à Jérusalem sans aller à la mosquée al-Aqsa, oubliant que les Iraniens étaient musulmans, même s'ils pratiquent peu. Quant à l'activiste Masih Alinejad, reçue par Emmanuel Macron, «elle était journaliste chez nous», se souvient le patron de *Shargh*, «c'est une plaisanterie, elle est audacieuse mais n'a pas de fond». «Tous ces gens ont quitté l'Iran il y a longtemps pour la plupart, ils connaissent mal le pays», regrette la dame, rencontrée au bar Le Type.

«Tant qu'il n'y aura pas de défections qui créent une fissure à l'intérieur du système et que, face à une foule très nombreuse, des membres de la sécurité ne changeront pas de camp, rien ne bougera», prévient un des diplomates rencontrés. Bien sûr, il y a des tensions entre dirigeants, au sein des religieux et même chez les gardiens de la révolution, mais il y en a toujours eu», minimise-t-il. Quant à leurs adversaires réformateurs ou modérés, comme M. Abtaï ou l'ancien président Hassan Rohani, ils sont démontés. «Nous n'avons plus d'influence sur les jeunes», regrette Mohammad Abtaï.

Si la révolte est éteinte, le feu couve sous la cendre. La prochaine vague de manifestations sera-t-elle étudiante ou économique ? «L'étincelle prochaine ne sera pas les exécutions qui ont repris, mais plutôt le coût de la vie», tranche le directeur de *Shargh* dont une journaliste est toujours en prison pour avoir couvert la mort de Mahsa Amini, en septembre dernier.

«L'étincelle prochaine ne sera pas les exécutions qui ont repris, mais plutôt le coût de la vie»

MAHDI RAHMANIAN, DIRECTEUR DU QUOTIDIEN RÉFORMATEUR «SHARGH»

«La situation économique est désastreuse», avertit l'expert Saeed Leilaz, avec une hyperinflation qui va empirer pour atteindre 80 % d'ici à la fin de l'année. Que font nos dirigeants ?

Logiquement, la solution serait une reprise des négociations sur le nucléaire avec les grandes puissances pour obtenir une levée des sanctions et un redémarrage des exportations de pétrole iranien en échange d'un arrêt des ambitions nucléaires de Téhéran. «Ils n'en veulent pas, car ils n'y ont pas intérêt», assurent plusieurs sources. Trop de dirigeants ou leurs fils ont des intérêts dans le juteux contournement des sanctions. L'un d'eux vient d'ailleurs d'en faire les frais : Ali Shamkhani, le puissant patron du Conseil suprême de sécurité nationale, un influent centre de pouvoir auprès du guide suprême. «Il paie pour ses fils qui faisaient clandestinement le négoce de pétrole vers la Chine, et parce qu'il a aussi couvert son ancien vice-ministre de la Défense, Alireza Akbari, qui vient d'être exécuté pour avoir espionné au profit de la Grande-Bretagne», décrypte un spécialiste de l'Iran.

Conscient d'être face à la quadrature du cercle, Téhéran, selon ce spécialiste, chercherait à «bricoler un accord pétrole contre gel du programme nucléaire». Une sorte de nouvel accord nucléaire au rabais : les États-Unis accepteraient-ils ? Rien n'est moins sûr en période préélectorale.

En attendant, le pouvoir mise sur son récent rapprochement avec

l'ex-ennemi saoudien pour attirer des investissements du Golfe et relancer son économie. Pour beaucoup d'Iraniens, ce réchauffement est le signe que leurs voisins ne veulent surtout pas d'instabilité en cas de chute du régime. Mais Ali Fegri, à la tête de l'Organisation pour les investissements étrangers en Iran, se veut prudent. «Nous avons proposé aux Saoudiens des mécanismes de partenariat, dit-il, nous attendons leurs réponses». Téhéran cherche des relations interbancaires avec Riyad pour déjouer les sanctions qui empêchent les institutions de crédit de financer des projets industriels en Iran. La République islamique espère bénéficier des importantes ressources de l'Islamic Development Bank, liée à l'Organisation de la conférence islamique, et dont Téhéran est le 3^e actionnaire.

Retour chez Hamidreza Taraghi, le proche du guide suprême, de nouveau droit dans ses bottes pour annoncer les nouvelles priorités d'un régime, hostile aux réformes politiques. «D'abord, nous devons contrôler l'espace virtuel et les réseaux sociaux. Ensuite, il nous faut combler les faiblesses de notre système éducatif. On n'a pas transmis à la jeunesse les enseignements de la révolution islamique de 1979 que nous avons faite. Pour combler ce clivage, il faut un enseignement idéologique et politique qui intègre de nouveaux textes, et de nouveaux enseignants et formateurs.» C'est tout ce qu'exécutent les jeunes protestataires, assoiffés de liberté et de modernité. Pourtant, le constat est vrai, affirme l'Italien Raffaele Mauriello, qui enseigne depuis quinze ans dans une université de Téhéran. «Je suis stupéfait que mes étudiants ne connaissent pas les acquis de la révolution quand ils arrivent à la fac, probablement parce que les gouvernements réformistes qui se sont succédé n'ont pas mis l'accent sur ces enseignements dans le primaire et le secondaire.» Mais cette reconquête culturelle à laquelle le régime se prépare est une bataille perdue d'avance. Et un nouveau levain pour d'autres affrontements entre un pouvoir, irrémédiablement coupé de sa jeunesse, sans être menacé dans sa survie, et des jeunes, aujourd'hui en repli, mais résolus à avancer vers la liberté. ■

Tant qu'il n'y aura pas de défections qui créent une fissure à l'intérieur du système et que, face à une foule très nombreuse, des membres de la sécurité ne changeront pas de camp, rien ne bougera

UN DIPLOMATE

500 morts

au moins, des milliers d'arrestations, une demi-douzaine d'exécutions sont à inscrire au bilan de la répression de la contestation



Le ministre des Affaires étrangères iranien, Hossein Amir Abdollahian, le 25 avril. AFP